

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

SESSION 2012

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

SÉRIE : ES

Obligatoire

DURÉE DE L'ÉPREUVE : 4 heures - COEFFICIENT : 7

L'usage de la calculatrice est strictement interdit.

Dès que ce sujet vous sera remis, assurez-vous qu'il est complet.
Ce sujet comporte 8 pages numérotées de 1/8 à 8/8.

Le candidat traitera au choix soit la dissertation,
soit la question de synthèse étayée par un travail préparatoire.

Dissertation appuyée sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- *de répondre à la question posée explicitement ou implicitement dans le sujet ;*
- *de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;*
- *de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;*
- *de rédiger en utilisant un vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Assiste-t-on à un processus de moyennisation de la société française depuis les années 1960 ?

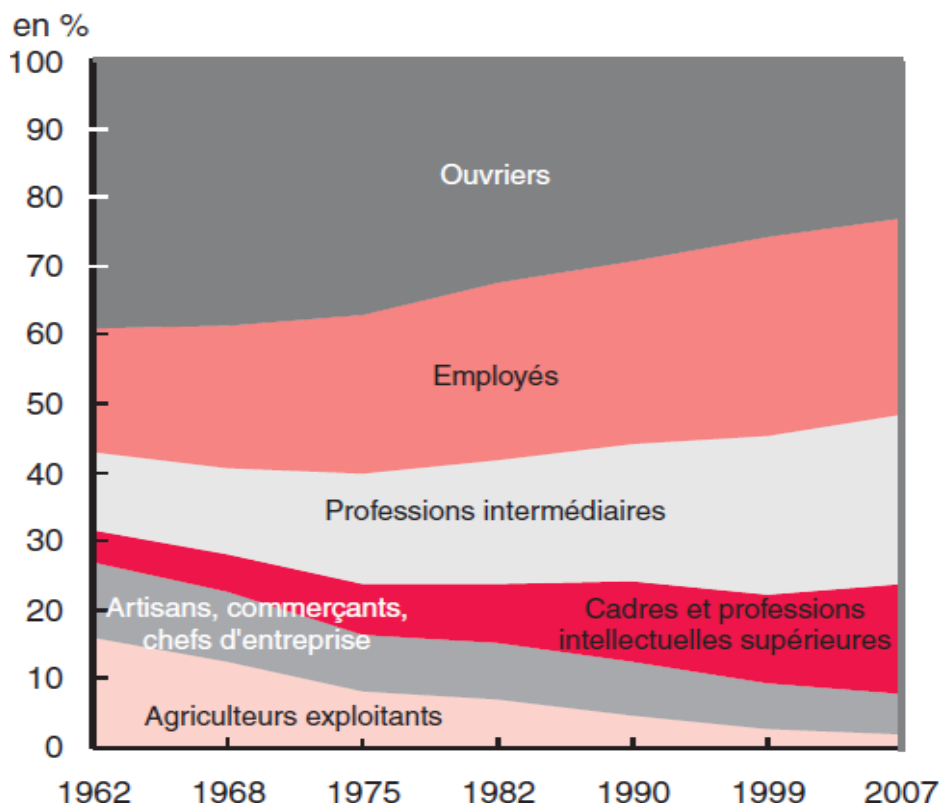
DOCUMENT 1

Il est inutile de revenir longuement sur le « miracle » des Trente Glorieuses [...]. Plusieurs facteurs y contribuent : industrialisation rapide, démographie favorable, [...] mobilité structurelle avec les transferts de population active d'un secteur à l'autre... Dans ce contexte, les exclus apparaissent comme les laissés-pour-compte de la croissance qu'une politique sociale courageuse est en mesure d'intégrer. L'État-providence s'installe dans sa forme moderne. [...] La première vague de la massification scolaire, celle des années soixante, ouvre l'enseignement secondaire et supérieur à de nouveaux publics issus des classes moyennes et aux catégories les plus qualifiées de la classe ouvrière, sans créer pour autant un mécanisme de dévalorisation relative des diplômes. L'école se massifie et se démocratise à la fois. On sait aussi que le milieu des années soixante marque le basculement dans une société de consommation de masse. Les loisirs « explosent » dans une nouvelle « civilisation », avec la télévision, les équipements électroménagers, les automobiles, les vacances accessibles à la plupart. La France connaît un double mouvement d'intégration et de modernisation. La France se « moyennise ».

Source : François DUBET, Danilo MARTUCCELLI, *Dans quelle société vivons-nous ?*, L'Épreuve des faits, Seuil, 1998.

DOCUMENT 2

Répartition de l'emploi par catégorie socioprofessionnelle¹ de 1962 à 2007



Champ : actifs ayant un emploi, France métropolitaine, militaires du contingent exclus.

Source : Olivier MARCHAND, « 50 ans de mutations de l'emploi », *INSEE Première*, n° 1312, septembre 2010.

1. Par ordre, de bas en haut : Agriculteurs exploitants ; Artisans, commerçants, chefs d'entreprise ; Cadres et professions intellectuelles supérieures ; Professions intermédiaires ; Employés ; Ouvriers.

DOCUMENT 3

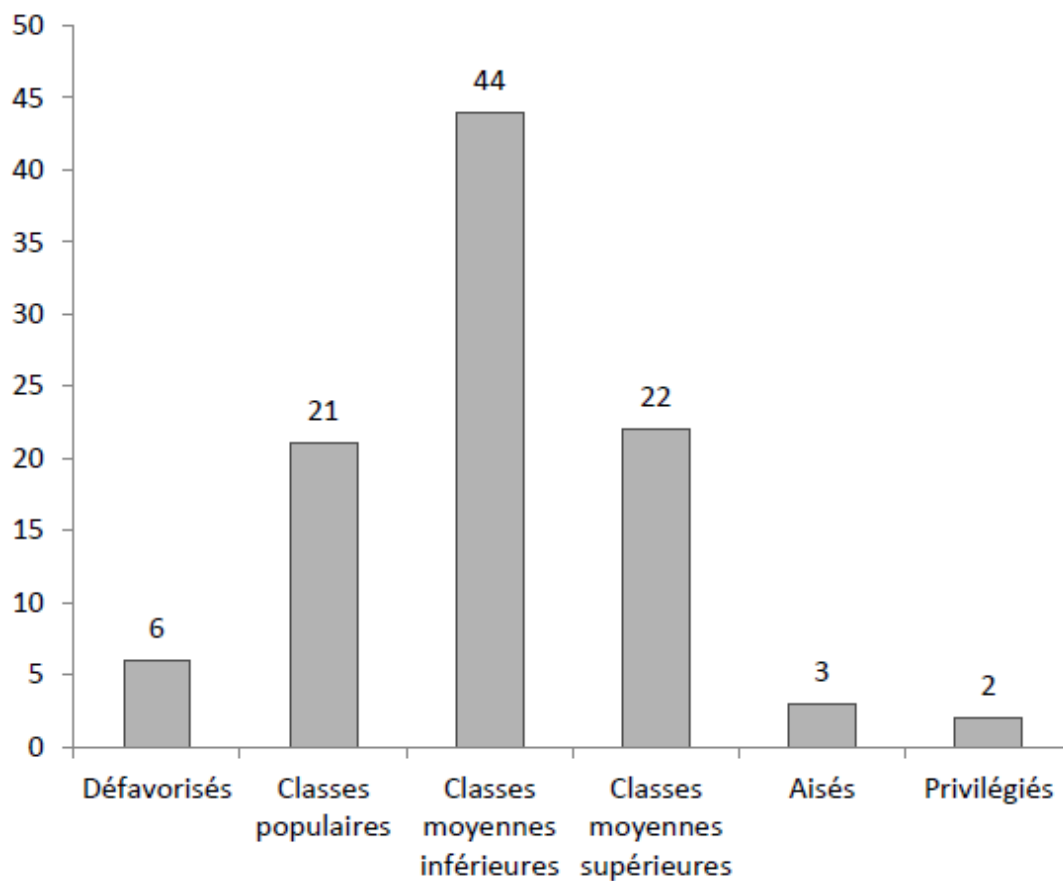
Les développements quantitatifs des enseignements secondaires, puis supérieurs, ont permis d'ouvrir l'école à une population plus large. [...] Dans les générations des années 1940, plus de deux enfants de cadres sur trois étaient titulaires d'un baccalauréat, pour seulement 6 % des enfants d'ouvriers. Parmi les dernières générations, nées au début des années 1980, la moitié des enfants d'ouvriers sont bacheliers. La progression a été particulièrement rapide entre les générations nées de 1964 à 1968 et celles nées de 1974 à 1978. Le développement quantitatif de la fin des années 1980 a contribué, [...] à la réduction des inégalités scolaires. [...] Les enfants d'ouvriers et d'employés sont diplômés des enseignements secondaires technologiques et professionnels en plus fortes proportions (36 %) que les enfants d'indépendants, cadres et techniciens (18 %). [...] La répartition des bacheliers 2009 selon les trois grandes filières (générale, technologique et professionnelle) confirme le poids persistant de l'origine sociale sur les parcours scolaires : alors que les enfants d'ouvriers se répartissent à peu près équitablement, selon les trois types de baccalauréat, les enfants de cadres privilégient massivement la voie générale, la plus favorable à la poursuite d'études supérieures longues.

Source : *L'état de l'École : 29 indicateurs sur le système éducatif français*, Département de la valorisation et de l'édition, n°20, novembre 2010.

DOCUMENT 4

À laquelle des catégories suivantes avez-vous le sentiment d'appartenir ?

(en %)¹



Source : D'après Régis BIGOT, « Les classes moyennes sous pression », Cahier de Recherche, CREDOC, n° 249, 2008.

1. En raison des arrondis, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100 %.

DOCUMENT 5

Un diagnostic global en termes de moyennisation n'apparaît pas fondé. [...] Ainsi, le sentiment d'appartenance à la ou aux classe(s) moyennes(s), de la part d'ouvriers ou d'employés, recouvre [...] des réticences à être identifié à un groupe d'appartenance socialement dévalorisé et des aspirations à la réussite pour soi ou pour ses enfants. [...]

La remontée des inégalités depuis le milieu des années 1980 ne s'explique pas seulement par la précarisation et le chômage. [...] Entre 1984 et 1994, le revenu disponible par unité de consommation¹ augmente de 4,4 % pour les ménages ouvriers qualifiés, de 3 % pour les professions intermédiaires mais de plus de 13 % pour les cadres. (La forte croissance des revenus de la propriété intervient sûrement dans cette divergence). On observe par ailleurs que la diffusion de certains biens d'équipement « stratégiques » comme le micro-ordinateur reste socialement discriminante. Enfin, les écarts de patrimoine, considérables [...], ne diminuent pas. [...]

Malgré les progrès de la scolarisation et le développement de l'offre en biens et services artistiques, les enquêtes [...] depuis 1973 n'enregistrent aucune réduction significative des disparités entre groupes sociaux en matière de consommation et de pratiques culturelles « classiques ».

Source : Serge BOSCH, « La thèse de la moyennisation et ses limites », *Problèmes politiques et sociaux, Les classes moyennes*, n°938-939, juillet-août 2007.

1. Par unité de consommation : en tenant compte du nombre de personnes dans le ménage.

DOCUMENT 6

Évolution de l'emploi total par statut

	1982	1990	2002	2007
Emploi au sens du BIT (effectifs en milliers)	22 670	23 146	24 801	25 628
Formes particulières d'emploi (en % de l'emploi total)				
- Ensemble	5,4	8,2	11,5	12,3
- Contrats à durée déterminée et saisonniers	3,7	4,8	6,6	7,1
- Intérimaires	0,4	0,8	1,7	2,1
- Stagiaires et contrats aidés	0,6	1,8	2,2	1,7
- Apprentis	0,7	0,8	1,0	1,4
Actifs occupés à temps partiel (en % de l'emploi total)	9,2	12,0	16,2	17,2
Sous-emploi¹ (en % de l'emploi total)	...	3,9	5,0	5,5

Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes de 15 ans ou plus.

Source : INSEE, enquêtes Emploi - Séries longues *in L'emploi, nouveaux enjeux*, 2008.

1. Sous-emploi : personnes actives occupées au sens du BIT qui travaillent à temps partiel, souhaitent travailler davantage et sont disponibles pour le faire ou cherchent à le faire.

Question de synthèse étayée par un travail préparatoire

Il est demandé au candidat :

1. de conduire le travail préparatoire qui fournit des éléments devant être utilisés dans la synthèse.

2. de répondre à la question de synthèse :

- par une argumentation assortie d'une réflexion critique, répondant à la problématique donnée dans l'intitulé ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;
- en composant une introduction, un développement, une conclusion pour une longueur de l'ordre de trois pages.

Ces deux parties sont d'égale importance pour la notation.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

THÈME DU PROGRAMME :

Les enjeux de l'ouverture internationale

I - TRAVAIL PRÉPARATOIRE (10 points)

Vous répondrez à chacune des questions en une dizaine de lignes maximum.

- 1) Donnez la signification du nombre en gras encadré. **(document 1)** (1 point)
- 2) Montrez l'importance de la réduction des coûts de production dans les choix de localisation des investisseurs. **(document 1)** (2 points)
- 3) Quelles sont les conséquences du développement des pays émergents sur les stratégies de localisation des entreprises ? **(document 2)** (2 points)
- 4) Expliquez la phrase soulignée. **(document 2)** (2 points)
- 5) Comment les formes d'intervention de l'Etat évoquées dans le document 3 agissent-elles sur les décisions des firmes transnationales ? **(documents 3 et 1)** (2 points)
- 6) Comparez le coût salarial unitaire en Chine avec celui de la zone euro en 2010. **(document 4)** (1 point)

II - QUESTION DE SYNTHÈSE (10 points)

Après avoir expliqué comment la recherche de réduction des coûts influence les stratégies internationales des entreprises, vous montrerez que ces stratégies ont aussi d'autres déterminants.

DOCUMENT 1

Les critères du choix de localisation : l'avis des investisseurs

Critère	Importance (en %)		Critère	Importance (en %)	
	Très	Assez		Très	Assez
1. Infrastructures de transport	54	35	11. Expertise spécifique de la zone	33	42
2. Charges et coûts salariaux	52	39	12. Disponibilité et prix des terrains	31	42
3. Gains de productivité potentiels	48	38	13. Qualité des pôles d'innovation et de recherche	29	36
4. Infrastructures de télécommunication	48	40	14. Langue et culture	29	42
5. Environnement politique, juridique et administratif	47	39	15. Régimes spéciaux pour les cadres internationaux et les sièges sociaux	27	42
6. Charges fiscales	46	40	16. Aides publiques	24	41
7. Niveau de qualification de la main-d'oeuvre	45	42	17. Appartenance à la zone euro	23	40
8. Marché intérieur du pays ou de la zone	44	39	18. Qualité de vie	23	43
9. Flexibilité du marché du travail	41	42	19. Proximité avec les investissements financiers	22	30
10. Stabilité du climat social	40	48			

Source : Ernst & Young (2007), Enquête auprès de 809 entreprises multinationales in Matthieu CROZET et Miren LAFOURCADE, *La nouvelle économie géographique*, La Découverte, 2009.

DOCUMENT 2

Les marchés les plus dynamiques deviennent les cibles préférées de l'entreprise multinationale. [...] Pour les futures évolutions, vont être ciblés alors prioritairement les pays émergents notamment le BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) et les PECO (Pays d'Europe centrale et orientale). Ainsi, pour [un groupe automobile français], « il était en effet opportun de rapprocher l'outil industriel des marchés porteurs pour le groupe, dont le centre d'activité commerciale s'est déplacé vers le centre et l'est de l'Europe, appelé à devenir le cœur de l'Europe de demain [...] ».

La réduction des coûts sur les fabrications peu technologiques a toujours été une obsession pour les entreprises en concurrence directe avec les entreprises des pays émergents. A condition bien sûr que les problèmes de faible productivité, de coûts de logistique ou d'autres types de frais d'accessibilité [...] ne viennent pas oblitérer* les avantages liés aux faibles coûts de main-d'œuvre. La nouvelle stratégie [d'un groupe de télécommunication finlandais] [...] est emblématique de ce choix [...]. Près de 60 millions d'euros ont été investis dans un nouveau centre de production après la relocalisation de son usine allemande en Roumanie.

Source : Jean-Louis MUCHIELLI, « Délocalisations : nouvelles tendances », *Problèmes Économiques*, n°133, septembre 2009.

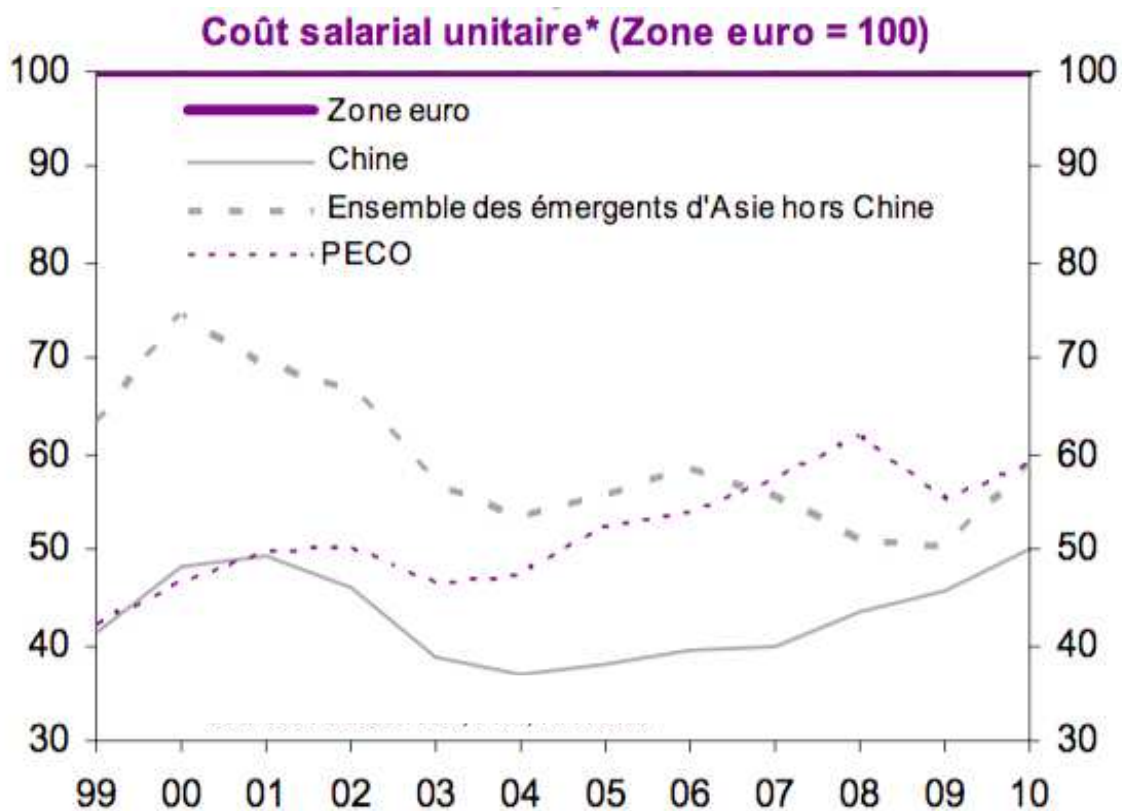
* Oblitérer : effacer peu à peu.

DOCUMENT 3

Une étude [...] portant sur les décisions de localisations d'investisseurs étrangers sur le territoire français entre 1985 et 1995 montre qu'une augmentation de 10 % du nombre d'entreprises étrangères implantées dans un département français augmente en moyenne d'environ 3 % la probabilité de voir ce département choisi. [...] On notera enfin que la fiscalité sur les entreprises a un effet potentiellement important sur la localisation des investissements directs. Une augmentation d'un point du taux d'imposition sur les bénéfices réduirait les investissements directs étrangers d'environ 4 à 5 %. On montre cependant que les dépenses publiques (notamment d'infrastructure et de R&D) ont un impact positif sur la localisation des IDE et viennent compenser une fiscalité plus lourde.

Source : Mathilde LEMOINE, Philippe MADIÈS, Thierry MADIÈS, *Les grandes questions d'économie et finance internationales*, De Boeck, 2007.

DOCUMENT 4



Source : Patrick ARTUS, « L'évolution des coûts unitaires de production explique-t-elle l'écart des performances à l'exportation entre la France et l'Allemagne », *Flash Économie*, Natixis, n°197, 14 mars 2011.

* Coût salarial unitaire entre 1999 et 2010 : y compris charges.